

Macri au banc des accusés



Par: Guillermo Alvarado

Le gouvernement de l'Argentine s'est joint en tant que plaignant au procès ouvert contre l'ancien président Mauricio Macri et plusieurs fonctionnaires de son administration, suspects d'avoir participé à une fraude gigantesque liée à au prêt octroyé à l'Argentine en 2018 par le Fond Monétaire International, FMI.

Cette année-là, l'entité multilatérale de crédit, dirigée à l'époque par la française Christine Lagarde, a signé un accord avec l'ancien président Macri pour plus de 56 mille milliards de dollars, pour soi-disant capitaliser la économie nationale détériorée .

Entre Mai 2018 et Octobre 2019 le FMI a remis un total de 44,5 millions de dollars, qui, au lieu d'être injectés à l'économie nationale, ont favorisé, aux côtés des réserves du pays une fuite de capitaux pour un montant de 45 milliards de dollars bénéficiant des personnes naturelles et juridiques.

Il semblerait que l'ancien président, son Secrétaire au Trésor, Nicolás Dujovne, le ministre des Finances Luis Caputo et les anciens présidents de la Banque Centrale, Adolfo Struzenegger et Guido Sandleris ont fourni cette information privilégiée à des acolytes et leurs familles afin de sortir cet argent du pays.

Maintenant c'est le peuple argentin qui doit payer cette dette dont ils n'ont absolument pas bénéficiés et en revanche a rendu les riches encore plus riches.

Le Bureau Anti-corruption a saisi la Cour au mois de mars dernier pour ouvrir un procès contre Macri et ses fonctionnaires, et récemment l'exécutif s'est joint à ces listes, accusées de « fraude, administration douteuse aggravée et malversation de fonds publics ».

Le gouvernement d'Alberto Fernández négocie de nouvelles et de meilleures conditions avec le FMI pour remplir ces obligations, qui constituent un engagement inévitable.

Pour mieux comprendre la gravité de la situation, en septembre prochain un paiement pour 835 milliards de dollars expirera, en 2022 on devra abonner encore d'autres 17 milliards 366 mille dollars et l'année qui suit d'autres 18 milliards 395 mille dollars, en plus des intérêts cumulés dans cette période.

L'Argentine aspirait à arriver à un accord pour le mois de mai, mais la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, a indiqué que ce serait peut-être pour le mois d'octobre.

Il faut signaler que le FMI réalise aussi de son côté une recherche interne car il semblerait que plusieurs irrégularités ont été commises aussi bien à l'heure de négocier le crédit qu'au moment de la livraison partielle de l'argent.

Quoi qu'il en soit, le trésor argentin devra utiliser des fonds publics, c'est-à-dire, l'argent du peuple, pour pallier les manigances d'un gouvernement tricheur qui n'a fait que bénéficier les puissants, et parmi eux, la propre famille de Macri.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/253884-macri-au-banc-des-accuses>



Radio Habana Cuba